

Populisme ou politique ?

Patrice SZINETAR *
Nadja CHAMPLIAUD

Face à la précarité qui « n'a cessé de caractériser la vie en France des populations immigrées », une dynamique évolutive de solidarité et d'organisation associative lutte pour l'égalité des droits et de la citoyenneté. Depuis 1980, on observe une montée en puissance des associations locales comme nouveaux acteurs locaux des milieux populaires. Leur force de proposition dépendra de la mobilisation collective qu'elles sauront impulser et de la meilleure connaissance et conscience politique de leur environnement.

L'expansion économique des « trente glorieuses » a alimenté un flux d'immigration croissant jusqu'au début de la décennie 70. Au cours de cette période, l'immigration « spontanée » a été importante, et l'immigration « organisée » par un recrutement sur place s'est pratiquée massivement.

En vertu d'un décret-loi de 1939, et jusqu'en 1981, les étrangers vivant en France ne pouvaient librement s'associer. Leur droit d'association était restreint et encadré. L'article 22 du décret-loi de 1939 stipule : « *Aucune association étrangère ne peut se former, ni exercer son activité en France, sans autorisation préalable du ministre de l'intérieur.* » L'article 26 définit les associations étrangères : « *sont réputées associations étrangères, quelle que soit la forme sous laquelle ils peuvent éventuellement se dissimuler, les groupements présentant les caractéristiques d'une association, qui ont leur siège à l'étranger, ou qui, ayant leur siège en France, sont dirigés en fait par des étrangers, ou bien ont, soit des administrateurs étrangers, soit un quart au moins de membres étrangers* ».

Une constante n'a cessé de caractériser la vie en France de ces populations immigrées, la précarité : économique (travaux pénibles, chômage), sociale (logement, scolarité), culturelle, et politique bien sûr. Situées au bas de l'échelle sociale, elles sont confrontées à la marginalisation et à l'exclusion.

Elles visent une promotion sociale soutenue par les mouvements de solidarité défenseurs des notions de Liberté, d'Égalité et de Fraternité. L'effort d'intégration

est compensé par l'accès au travail, au logement, à la santé, à l'éducation... à la promotion sociale des enfants. Les statistiques de l'Éducation Nationale révèlent un taux de réussite scolaire plus important pour les enfants d'immigrés que pour les enfants de familles autochtones de niveau social équivalent.

Des mouvements de solidarité aux associations d'immigrés

Face à cette précarité, deux formes d'organisation apparaissent, au début des années 60 :

- les mouvements de solidarité : Églises, syndicats et aussi de grandes organisations associatives telles la CIMADE, le CCFD, la Ligue des Droits de l'Homme, la Ligue de l'Enseignement, le MRAP,...
- la naissance d'associations spécifiques d'aide aux immigrés pour surmonter les difficultés qui pèsent sur leurs conditions de vie.

Leurs champs d'intervention sont pour la plupart identiques aux actions menées envers les plus démunis. Leur intervention sur le terrain s'inscrit dans le cadre des politiques sociales et de la défense républicaine de l'égalité des droits : logement, scolarité, statut administratif, relations avec les pouvoirs publics, lutte contre le racisme, lutte pour la reconnaissance des droits civiques,...

Par ailleurs, un mouvement associatif créé par les immigrés se développe. Condamné par le décret-loi de 39 à une clandestinité quasi-totale, ces associations « de fait », sont l'expression d'un mouvement de revendication de même nature,

* Chargé de mission en intervention territoriale, Marseille

pris en charge par les immigrés eux-mêmes.

A partir du milieu des années 70, l'implantation des populations immigrées se traduit par le développement de troupes de théâtre et de musique, soutenue par les associations de solidarité. Ce courant d'expression culturelle a souvent bénéficié d'une reconnaissance nationale.

Elles fonctionnent principalement par regroupement communautaire. La concertation inter-ethnique est engagée par des associations de solidarité telles les CLAP, ISM, la CIMADE, MRAP...

Tous ces mouvements ont un mode d'organisation en référence aux systèmes des organisations du monde ouvrier et syndical, des organisations politiques, des mouvements d'éducation populaire ou des organisations confessionnelles.

Les militants associatifs immigrés ont acquis leur formation politique et d'organisation collective dans les mouvances des luttes nationalistes de leur pays d'origine. De nombreux étudiants de France, en réaction aux grosses structures officielles, sont principalement organisés autour d'une intelligentsia fortement politisée.

Du fait de l'organisation collective, du jeu des systèmes de représentation et de l'inscription sur le champ politique, les démarches d'actions des populations immigrées sont positionnées et défendues sur le terrain politique.

Le 9 octobre 1981, l'Assemblée Nationale vote l'abrogation du décret-loi de 1939.

Une mutation sociale historique

La crise pétrolière de 1974 et la réorganisation industrielle mondiale des années suivantes provoquèrent une réorganisation des modes de production de grande envergure. Le chômage se généralisa, frappant de plus en plus lourdement la main-d'oeuvre la moins qualifiée, encore une fois les travailleurs immigrés. Les pouvoirs publics se lancèrent alors dans une politique tendant à fermer la porte aux candidats à

l'immigration et à inciter les travailleurs immigrés à retourner chez eux...

On a pu constater une stabilisation de plus en plus importante des immigrés, abandonnant peu à peu l'espoir d'un prochain retour au pays. Le regroupement familial a puissamment contribué à accentuer la tendance à l'installation pratiquement définitive en France. Ces divers phénomènes ont progressivement et profondément modifié le visage de l'immigration.

Les années 80 ont été le théâtre de mutations économiques, financières, so-

dispositifs de maintien de la "cohésion sociale".

Le monde du travail est quant à lui de plus en plus morcelé et désarticulé, mettant les organisations syndicales à mal.

La décentralisation renforce les pouvoirs locaux et redistribue les compétences sur les territoires. Les communes sont confrontées à des cloisonnements intramuros dus aux incohérences des constructions immobilières des années 60 (logements sociaux en périphérie urbaine, populations les plus démunies concentrées et captives de ces ensembles).



ciales, au niveau international. L'accélération des moyens de communication, l'impact grandissant des multinationales, le développement des profits liés à la finance de plus en plus séparés des moyens de production, la redistribution du marché au niveau international entraînent une restructuration du monde du travail. La disparition du plein emploi et par conséquent de la promotion sociale pour tous, produisent des processus d'exclusion économique, sociale et culturelle dont les populations immigrées sont les principales victimes, si ce n'est les principaux accusés.

L'Etat-Nation a de réelles difficultés à maîtriser ces processus. Il cherche à minimiser l'ostracisme et la perversité d'une société dirigée par le profit. Il recherche désespérément l'unité nationale dans des

Dans ces conditions, le système pyramidal de représentation et les grandes organisations sociales qui le composent, sont devenus de moins en moins considérés par les populations comme une organisation susceptible de résoudre les problèmes de société auxquels elles sont soumises et l'accroissement de la diversité des situations d'exclusion vécues localement.

L'affirmation et la mise à jour d'une idéologie de défense des plus démunis et d'une organisation sociale et économique mettant en avant les valeurs fondamentales des droits de l'homme, de la laïcité, de l'égalité de l'accès aux droits, bref d'un idéal de société plus juste et multi-culturelle, a de moins en moins de support

organisé du fait de la diminution des adhérents des grands mouvements de lutte de classe.

C'est l'époque de l'avancée sur la scène sociale des jeunes issus de l'immigration maghrébine : mouvement de grève de la faim, marches de 1983, 84 et 85, assises, création de "radios libres", d'associations.

Ces associations sont inscrites dans des champs politiques et leurs actions ont conduit à des avancées du droit français en faveur de l'égalité des droits et de la citoyenneté.

Mobilisation locale face à l'exclusion / réclusion

Les processus d'exclusion concentrent les populations en situation de précarité dans les territoires, quartiers, banlieues.

C'est dans ces quartiers que sont concentrées les conséquences des enjeux de sociétés (exclusion, précarité, racisme, logement, identité) et c'est ici qu'essaie de se mobiliser une partie de la population sur la résolution des problèmes qui les frappent de plein fouet.

Nous sommes passés en vingt ans, de ruptures sociales ponctuelles et individuelles, à des situations de ruptures sociales récurrentes et collectives. Il s'agit pour les promoteurs de l'action sociale de passer d'un système de réparation et de compensation individualisées de handicaps ou de déficits, à une démarche collective ayant un autre sens que celui de la simple insertion.

Depuis 1980, on observe la montée en puissance des associations locales se définissant comme associations de quartier et non pas comme associations issues de l'immigration alors que leurs membres sont à plus de 80% issus de l'immigration, que ce soit des groupes constitués de jeunes, d'hommes ou bien de femmes.

Ces sont des associations pluri-ethniques constituées autour de la prévention et de l'aménagement des conditions de vie. Se disant apolitiques, elles se constituent en majeure partie sur un territoire limité, généralement autour de la résolution d'une situation locale et collective de la vie quo-

tidienne. Conformément au discours politique actuel sur ces mêmes problèmes, ces associations réclament une légitimité et demandent les moyens d'apporter des réponses aux situations vécues. Elles sont pourtant loin de disposer des moyens de travailler sur les causes des difficultés qu'elles entendent traiter.

Nouvelles formes d'organisation

Les nouvelles formes d'organisation collective des milieux populaires ne seront pertinentes que si elles sont élaborées avec ceux qu'elles doivent servir. Non fédérées, les associations populaires locales restent disséminées et dispersées dans les multiples quartiers populaires.

Elles souhaitent garder une "indépendance". Elles reconnaissent peu comme représentatifs, les grands mouvements associatifs constitués dans la défense des droits et de la citoyenneté. Éloignées de ces mouvements et du monde du travail, elles ont très peu de référence de mode d'organisation collective.

Plus qu'une gestion des risques, il s'agit pour ces hommes et ces femmes d'envisager des réponses collectives aux situations qui leur posent problème. Face à l'individualisme prôné par le progrès industriel, certains recherchent non plus l'insertion individuelle mais plutôt des nouvelles formes d'organisations sociales pour un progrès humain.

Nouveaux acteurs de la société

Une meilleure connaissance et conscience de leur environnement et de l'origine des situations permettront aux milieux populaires de se situer en tant qu'acteur non seulement de leurs conditions de vie mais aussi de la société.

Dans un monde lancé dans une guerre économique où les maîtres mots sont "efficacité" et "profits", les populations les plus démunies sont "virtuellement" tuées et ne sont plus considérées comme "utiles" pour la société de marché.

Il s'agit de donner aux milieux populaires les moyens d'initier une dynamique, un processus, pour une recherche de transformation sociale. Celle-ci implique une expression et une implication des popula-

tions, qui y sont confrontés le plus durement, pour construire un nouveau rapport de force politisé.

Ce rapport de force recréé est la base d'un nouveau rapport social source d'équilibre de toute société démocratique. Il doit permettre d'engager une nouvelle implication dans un rapport entre les populations et les décideurs. Cet apprentissage se fait dans une démarche à long terme. Il exige le renforcement de la capacité et des compétences des individus les plus démunis à prendre part à la vie de la cité.

Situer à nouveaux les enjeux sur le terrain politique apportera une capacité à intervenir collectivement. Il est alors nécessaire de reprendre les concepts de l'Éducation Populaire pour former à la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux dans lesquels nous nous trouvons aujourd'hui.

Avec le développement sur les quartiers des associations populaires locales, ces acteurs locaux des milieux populaires existent aujourd'hui dans des formes plus ou moins organisées.

La mobilisation collective de groupes ne se développera alors pas CONTRE mais POUR constituer une force de proposition. C'est le vecteur essentiel d'une transformation sociale.

L'absence de formation politique laisse les milieux populaires dans un vide où le populisme fait son nid. Combien de travailleurs sociaux, élus, associations, cadres, osent s'engager dans l'organisation collective des milieux populaires ?

Si sortir de la soumission passe par un rapport de force avec celui qui vous subordonne, alors ce combat, nécessairement politique, est aussi celui de l'intégration. ■